

# La droite passe à l'offensive

# Il faut défendre les jeunes des quartiers ! Libération immédiate !

7 juillet – Le meurtre de Nahel Merzouk le 27 juin par les flics a provoqué une explosion de colère spontanée et entièrement justifiée, que le gouvernement a fini par mater avec un déploiement de violence inouï. Une armée de 45 000 flics a semé la terreur pendant plusieurs jours dans les quartiers et les centres-villes ; le nombre de nouvelles victimes est inconnu à ce jour, il y a au moins un autre jeune tué par les flics à Marseille. Des hordes de fascistes se sont mises dans plusieurs villes à mener leurs propres opérations terroristes contre les jeunes. La droite, l'extrême droite et les associations de flics rivalisent de déclarations appelant à la guerre civile contre les opprimés. Après la défaite de la bataille pour les retraites, et maintenant celle de la révolte des banlieues, c'est la réaction qui prend l'ascendant.

La tâche urgente pour stopper ce retournement réactionnaire est de mobiliser la classe ouvrière et la gauche pour défendre tous les jeunes contre la vindicte des capitalistes. Plus de 3 600 jeunes ont déjà été arrêtés ; le gouvernement a ordonné la mise en détention systématique de tous ceux que les flics ont réussi à attraper, peu importe de quoi ils sont accusés et quelle sorte de preuves on a fabriquées contre eux. Il y a déjà au moins 380 condamnations à de la prison ferme. L'heure est à organiser des protestations devant les commissariats, les tribunaux et les prisons et à organiser la solidarité avec les jeunes. ***Ils doivent être libérés immédiatement, tous sans exception !*** Nous appelons le mouvement ouvrier et la gauche à financer la défense des jeunes (voir encadré).

Un appel circule depuis le 5 juillet pour la manifestation du 8, « Notre pays est en deuil et en colère », signé par le comité Adama, la France insoumise, la CGT, SUD et le NPA, entre autres. Mais cet appel ne mentionne même pas la libération des jeunes poursuivis. Ces arrestations sont pourtant une menace directe pour la prochaine vague de luttes contre les attaques que mène le gouvernement, qui vise l'emploi, les retraites, le niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pourquoi une question aussi anodine, pour un antiraciste quelconque, que de défendre des jeunes des quartiers contre la terreur raciste des flics est-elle à ce point érigée en ligne rouge par le gouvernement et la droite et l'extrême droite, et une partie de la gauche ? Parce que, dans le contexte actuel, c'est remettre en cause le républicanisme, ciment idéologique et fondement moral du capitalisme français depuis plus de cent ans : la loyauté sans restriction à l'ordre bourgeois et ses institutions, la défense des intérêts de l'impérialisme français, la « laïcité » contre les musulmans. Se confronter aux flics, dégrader ou violer la propriété privée, c'est briser le tabou de l'ordre républicain. Que ce soit défendre inconditionnellement ces jeunes, défendre les intérêts de la classe ouvrière ou lutter pour améliorer la situation dans les quartiers, cela exige de rompre avec ce républicanisme.

Toute lutte pour obtenir des concessions sérieuses en faveur des travailleurs implique une lutte acharnée contre la bourgeoisie et son État. On ne peut pas envisager de mettre en place demain des piquets de grève solides si aujourd'hui on ne défend pas les jeunes qui ont osé se révolter contre la terreur policière. Chaque nouvelle vague de répression contre le mouvement ouvrier, ou contre les gilets jaunes, a toujours été préparée par un nouveau tour de vis contre les jeunes des quartiers.

L'appel du 5 juillet déclare : « *Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales. Rien ne peut se faire sans la lutte contre la pauvreté et la précarité* […]. » L'explosion massive de colère dans les quartiers à la suite

## La NUPES écartelée

du meurtre raciste de Nahel a en effet mis au grand jour la toile de fond de la dégradation des logements, de la précarité de plus en plus généralisée de l'emploi, du démantèlement de l'éducation et des systèmes de santé. C'est pourquoi la lutte contre la discrimination et la ségrégation des minorités opprimées d'origine maghrébine et subsaharienne signifie lutter pour de meilleures conditions de vie et de travail pour la classe ouvrière ***tout entière.*** Et cela ne peut se faire sans s'attaquer aux intérêts les plus fondamentaux des capitalistes.

### La NUPES se déchire

L'appel minable « Notre pays » du 5 juillet était néanmoins encore trop radical pour le PCF, qui a refusé de le signer parce qu'il mentionne « *une conception essentiellement répressive de la police* ». Le PCF ressort ainsi la revendication de Roussel aux présidentielles pour l'embauche de 30 000 flics supplémentaires (*L'Humanité*, 5 juillet). Le PS, de son côté, n'a pas pu avaler « *les condamnations sans nuance des forces de l'ordre* » (*Le Monde*, 7 juillet).

La FI de Mélenchon a signé l'appel, mais son programme, tout comme celui du comité Adama, n'est pas fondamentalement différent de celui de Roussel et autres. Ils cherchent tous le moyen de convaincre la bourgeoisie de faire un effort pour les quartiers, dans son propre intérêt, et prônent différents plans de réforme de la police. Ainsi, l'appel demande « *une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement* […] *la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police* ». Mélenchon est de plus pour la conscription des jeunes dans la police, grâce à laquelle d'après lui « *le racisme et la violence y reculeraient* » (*L'Opinion*, 7 décembre 2020). On se doute que Mélenchon n'avance pas cela en ce moment précis parce que si quelqu'un s'avisait de mettre en œuvre son projet, la révolte reprendrait de plus belle.

Ces plans de « réforme » de la police enchaînent les travailleurs et les opprimés à la bourgeoisie en faisant croire que les flics peuvent être une force impartiale au service de l'ensemble de la population – comme si elle pouvait à la fois servir les exploiteurs capitalistes et les travailleurs et les jeunes.

Mélenchon insiste que le reste de la NUPES n'a aucune raison de dire « *qu'ils ont une divergence fondamentale avec moi* ». Néanmoins, le PS et le PC font un front uni avec Macron, la droite et l'extrême droite contre Mélenchon parce que celui-ci a refusé d'appeler les jeunes à courber l'échine. C'est tout à son honneur, mais cela lui pose un gros problème : d'un côté il est perçu comme le principal pôle d'opposition à la réaction, et il veut jouer ce rôle en effet. De l'autre, la défense des jeunes des banlieues ferait exploser la NUPES et LFI aussi, car elles sont toutes deux fondées sur les « valeurs républicaines ». Défendre inconditionnellement ces jeunes contre la répression, c'est incompatible avec ces « valeurs », c'est l'anathème pour qui veut gouverner le capitalisme français (et c'est ce que veut Mélenchon).

La NUPES et la FI elle-même sont plongées dans une grave crise. Cette situation présente une opportunité pour les révolutionnaires pour faire avancer la défense des jeunes et briser cette alliance de collaboration de classes qui à chaque étape freine la lutte pour les intérêts des travailleurs. C'est le moment de montrer dans la lutte la ***nécessité*** d'un parti révolutionnaire ! Pour cela, il faut pousser à leur paroxysme les contradictions internes de la NUPES et l'opposition entre le républicanisme de toute la gauche et la prétention à prendre le côté des plus démunis, afin de montrer le caractère réactionnaire de la NUPES comme obstacle, dans toutes ses composantes, à la défense des opprimés. Mais c'est une opportunité que Révolution permanente (RP), très engagée dans la défense des jeunes, refuse même de prendre en considération.

### Pour un front large en défense des jeunes !

Révolution permanente appelle de façon correcte à bâtir un front large en défense des quartiers et a à juste titre refusé de signer l'appel du comité Adama en s'opposant notamment à sa « *stratégie d'interpellation du gouvernement et de réforme de l'institution policière* » et elle dénonce farouchement les positions chauvines des composantes les plus droitières de la NUPES (PS,




## Contactez-nous !

**@leBolchevik_LTF**

**LTF :** ltfparis@hotmail.fr

**Paris :**
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

**Rouen :**
LTF, Centre 316
82 rue Jeanne d'Arc
76003 Rouen
Tél : 09 73 62 16 10

spartacist.org

PCF). Fort bien.

RP lance aussi l'appel suivant : « *il est urgent d'exiger l'amnistie de l'ensemble des jeunes interpellés, l'abrogation de l'ensemble des lois sécuritaires et racistes ou l'abandon de la loi immigration* ». Nous sommes d'accord. Il faudrait interpeller explicitement la FI pour que ses parlementaires présentent immédiatement de telles résolutions à l'Assemblée – soit ils refusent et montrent ce qu'ils sont, soit la NUPES explosera.

Mais RP ne dénonce pas le républicanisme comme l'obstacle principal, fait passer sous le tapis les tensions qui rongent la FI au lieu de les exacerber et ainsi n'expose pas comment la FI ***paralyse*** la défense des jeunes. Au contraire de cela, RP considère l'appel du 5 juillet comme une « *démarche progressiste* » et elle salue

> « la réaction de secteurs de la gauche comme la France Insoumise qui ont refusé d'appeler "au calme" malgré les pressions de l'État en ce sens, mais aussi le front large d'organisations politiques, syndicales, dont la CGT, et de collectifs qui se sont exprimés en soutien aux quartiers populaires dans un communiqué publié le 5 juillet. Cette prise de position marque une rupture et une avancée par rapport à la situation de 2005. On peut en revanche regretter son caractère tardif et sa logique d'interpellation du gouvernement. »

Ainsi, malgré ses critiques, RP refuse de poser la tâche centrale : pour construire un front large pour défendre les jeunes, il faut combattre l'influence des républicains mélenchonistes et lutter pour une ***direction révolutionnaire***. Le refus de mener un tel combat politique ne peut avoir pour conséquence que de laisser les traîtres à la tête des syndicats et les mélenchonistes, encore une fois, à la direction du mouvement – et ils vont saper aussi la défense de ces jeunes. L'appel de RP à un front large n'a pas pour effet de démasquer le rôle des chefs de la CGT, de la NUPES et des mélenchonistes, mais au contraire de construire leur autorité.

Dans le contexte présent de montée réactionnaire, notre but est toujours de combattre pour unifier la classe ouvrière et la mettre ***à la tête*** de tous les opprimés comme une force ***indépendante*** contre la bourgeoisie et son État. Ainsi, réaliser l'unité des jeunes et de la classe ouvrière se fera seulement sur la base d'une ***rupture*** avec le républicanisme, derrière une avant-garde révolutionnaire. C'est précisément cela que RP refuse de faire.

La lutte pour la libération des jeunes doit aller de pair avec des revendications pour de meilleurs salaires et conditions de travail, pour le même statut pour tous les travailleurs pour combattre la division raciale exercée par les patrons. Elle pourrait ainsi servir d'étincelle pour mobiliser les travailleurs pour stopper la montée de la réaction et faire avancer l'organisation de la classe ouvrière pour les prochaines batailles.

Les bureaucrates syndicaux et les mélenchonistes, au contraire, sabotent toute confrontation majeure, maintiennent la lutte dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie, font respecter les lois antisyndicales, se plient aux réquisitions et cherchent à canaliser les désirs des travailleurs de vaincre Macron et les parasites qu'il sert, vers le parlement et la réforme de l'État capitaliste. Il faut construire dans les syndicats et dans les quartiers des pôles révolutionnaires, basés sur la rupture politique avec le républicanisme mélenchoniste et le réformisme syndicaliste, et organiser des manifestations devant les commissariats et les tribunaux, derrière ces revendications :

* Libération immédiate de tous les jeunes détenus ! Levée de toutes les inculpations !
* Forgeons un parti multiethnique révolutionnaire qui lutte pour un gouvernement ouvrier !
* Rompons avec le républicanisme – aucun soutien à Mélenchon ni à la NUPES !
* Remplaçons les bureaucrates par une direction révolutionnaire des syndicats – Flics et matons, encadrement, hors des syndicats !
* Pour s'attaquer à la crise du logement qui frappe particulièrement les jeunes, il faut immédiatement exproprier les grands propriétaires fonciers et les palaces. Construction massive de logements pas chers et de qualité !
* Pour des transports en commun gratuits et fréquents circulant 24h/24 !
* Embauche de tous les précaires au plein statut ! Campagne massive de syndicalisation !
* Annulation immédiate de toutes les dettes bancaires des petits commerces, des bars et des restaurants, ainsi que celles des étudiants.
* Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

# Contribuez financièrement à la défense !

## Libération immédiate ! Levée des poursuites !

**Envoyez vos dons au CDDS :**

par chèque à l'ordre du CDDS (mention Quartiers 2023)
ou par virement : FR57 2004 1000 0101 4292 5J02 089 / BIC PSSTFRPPPAR

**Ou contribuez à la cagnotte organisée par la Legal Team Antiraciste :**

https://www.cotizup.com/legalteamantiraciste/payment

Le Comité de défense sociale (CDDS) est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

**CDDS, BP 10236, 75464 Paris cedex 10 / Tél : 01 42 08 01 49 / Mail : cdds-france@hotmail.fr**

Suppl. au *Bolchévik* n° 233 - Dir. de publ. : A. Hen - CP 0925 11506 - Imp. Spé.